

# Éditorial



**François Baroin**  
Président de l'AMF

## Inquiétudes sur les commerces et le logement

L'organisation du grand débat, la succession de manifestations chaque samedi depuis quatre mois et l'intense communication qui entoure ces événements ont relégué au second plan des préoccupations qui restent d'actualité pour nos collectivités. Nous avons ainsi exprimé auprès du ministre de l'Économie et des Finances notre très vive inquiétude sur les conséquences désastreuses, pour les commerces de centre-ville comme pour les centres commerciaux en périphérie, des affrontements hebdomadaires sur la voie publique qui s'accompagnent de dégradations ou de pillages de magasins qui, le plus souvent, renoncent à ouvrir leurs portes en fin de semaine.

Ce coup de frein aux activités commerciales de nos villes aura des conséquences en matière d'emploi. Car, ces entreprises, trop fragiles pour résister à cette situation, seront aussi trop fragiles pour se relancer. Dans bien des cas, les emplois seront donc perdus définitivement, aussi bien pour les commerçants que pour leurs salariés.

Cet engrenage de violence ne fera que des victimes : les maires ont clairement apporté leur soutien à l'État pour que des mesures d'accompagnement soient mises en œuvre et, pour le maintien de l'ordre, que priorité soit donnée à la lutte contre les casseurs.

**« La ponction de près de 6 milliards d'euros sur le logement va entraîner un recul de l'investissement »**

Dans un autre domaine, nous avons exprimé notre préoccupation sur la dégradation de la situation dans le secteur du logement. Avec des acteurs aussi différents que les bailleurs sociaux, la Fédération du bâtiment, la Fondation Abbé-Pierre et plusieurs associations de collectivités, nous pensons qu'imposer au secteur du logement social une ponction de près de six milliards d'euros entre 2018 et 2020, pour des raisons purement budgétaires, va entraîner un recul de l'investissement tant dans la construction neuve que dans la rénovation. Ce mouvement est déjà inscrit dans les statistiques, puisque les mises en chantier ont reculé de 7 % en 2018, et nous sommes certains qu'il va s'amplifier cette année.

Les bailleurs sociaux portent les deux tiers des investissements de rénovation urbaine. Il est inévitable que la réduction de leurs moyens ait des conséquences en profondeur sur leur capacité à soutenir une offre de logements décents à des locataires dont le revenu moyen baisse chaque année.

Au moment où les questions de pouvoir d'achat et de niveau de vie sont au cœur du malaise social que vit notre pays, la politique du logement doit être plus ambitieuse, tant sur le plan social qu'économique.